

# LE RÔLE DE LA DÉFENSE MENACÉ PAR UN PROJET DE LOI

# Les avocats en colère

*Y a-t-il menace sur le rôle de la défense ou veut-on réduire l'intervention des robes noires ? Des questions soulevées dans le milieu des avocats après que des informations eurent fait état de la révision prochaine de la loi régissant l'exercice du métier d'avocat.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Selon des sources très au fait du dossier, la loi régissant l'exercice du métier d'avocat serait à un stade très avancé dans son élaboration. Mieux encore, le ministre de la Justice et garde des Sceaux pourrait l'inscrire à l'ordre de l'un des prochains Conseils de gouvernement. Mais en attendant la finalisation totale du texte en question, la principale question que soulèvent les robes noires

est celle relative aux droits de la défense.

En effet, on indique que la loi en question prévoit dans l'une de ses dispositions que «le parquet général peut s'autosaisir pour enclencher des poursuites judiciaires contre les avocats si ces derniers sont au centre d'un incident intervenant lors de l'audience». L'incident en question pourrait être la conséquence d'un différend d'approche entre d'un côté, l'avocat et le président de la

séance et de l'autre côté, entre l'avocat et le représentant du ministère public.

Cette nouvelle donne n'a pas laissé indifférentes les robes noires. Pour certains, il s'agit sans aucun doute «d'une interprétation mal formulée» du texte en question, alors que pour d'autres, «si cette disposition venait à être consacrée, il s'agira d'une atteinte grave aux droits de la défense». En somme, pour un grand nombre d'entre eux, cette disposition n'est autre que la «photocopie du texte de 2001 (largement décrié par les avocats, ndlr) qui a comme principal objectif de mettre l'avocat sous la coupe

du parquet». Pour rappel, l'article 48 de ce projet propose tout simplement d'accorder au procureur général le droit de saisir le conseil de discipline de l'Ordre des avocats. Il introduit en outre une disposition (article 53) qui fait obligation au bâtonnier de notifier toute décision du conseil de discipline, non seulement au ministre de la Justice et à l'avocat objet de la plainte, mais aussi au procureur général. Une autre modification (art.54) permet au même procureur d'introduire un recours contre une décision du conseil de discipline, un droit habituellement réservé à l'avocat, objet de la plainte et

au ministre de la Justice. Pour rappel, l'exercice du métier d'avocat est régi par un texte plutôt libéral de janvier 1991.

M<sup>e</sup> Noureddine Benissad, membre du conseil de l'Ordre des avocats d'Alger, dira «ne pas disposer de la teneur du texte qui va être soumis au Conseil du gouvernement et le droit algérien est dans une large mesure inspiré du droit français». A ce propos, il dira que la «loi française relative à la procédure en cas de fautes commises en audience par l'avocat prévoit dans son article 25 que toute juridiction qui estime qu'un avocat a commis à l'audience un manquement aux obligations que lui impose son serment peut saisir le procureur général afin de poursuivre l'avocat devant le conseil de l'Ordre». «Il y a également la convention internationale des droits de la défense qui stipule que l'avocat dispose au cours de l'audience d'une liberté totale d'expression. Il ne peut être inquiété ni poursuivi en raison des actes accomplis dans l'exercice de sa mission de défense et l'Etat doit assurer sa défense. Maintenant, si l'intervention est de donner plus de pouvoir au procureur a pour objectif de minimiser le champ d'intervention de l'avocat, là se pose un véritable problème pour la

préservation du droit de la défense».

Pour sa part, l'avocat Miloud Brahimi dira que si cela venait à être vrai, «il s'agira d'un recul énorme du rôle de la défense». «Les acquis de la défense sont irréversibles et il est inadmissible qu'on les remette en cause. Le parquet et l'avocat sont deux parties constituées dans une même affaire. Dans tous les cas, ce n'est pas dans l'intérêt de la justice et du justiciable que ce genre de texte voit le jour. D'un côté, on veut consacrer la réforme de la justice et de l'autre, on veut remettre en cause le rôle de l'avocat», a souligné Miloud Brahimi.

M<sup>e</sup> Zoubir Allouche dira, pour sa part qu'«avec cette loi, on veut réduire le rôle de la défense et faire d'elle une sipmle façade». «Si cela venait à se concrétiser, il s'agira d'une véritable atteinte à la démocratie. Il faut que les avocats se mobilisent pour faire face à cette démarche. C'est un texte qui va nous mener droit dans une situation catastrophique pour la justice. C'est une remise en cause des acquis de la démocratie», a-t-il plaidé. Enfin, M<sup>e</sup> Chorfi Chérif conclut en déclarant que «les droits de la défense sont des acquis irréversibles de la démocratie».

A. B.

## CINQUIÈME JOUR DU PROCÈS SUR LE SÉISME

## Les débats s'enlisent

*Des déclarations contradictoires, pour ne pas dire des revirements d'experts appelés à la barre, des accusés qui se disent non concernés par les causes de la catastrophe, la légalité des commissions ministérielles d'enquête remise en cause... Au cinquième jour du procès sur le séisme, les débats s'enlisent.*

La défense tente de mettre à la lumière du jour la responsabilité de l'Etat dans ce qui est arrivé en mai 2003. Pour elle, l'Etat n'a pas édicté une réglementation parasismique préventive. Bref, dans ce procès, comme dans celui en première instance d'ailleurs, il apparaît qu'on tente de juger un phénomène complexe mais dans lequel le passionnel prend souvent le dessus sur le rationnel. La justice a-t-elle les moyens de répondre à ce qui lui est demandé?

Les destructions survenues dans les cités des 252 logements des Issers et 122 logements de Corso, ont fait, hier, l'objet de débats durant la cinquième journée du procès en appel sur les responsabilités des pertes humaines et des dégâts matériels survenus lors du tremblement de terre du 21 mai 2003. Pour rappel, les deux cités appartiennent au Groupe EPLF de Boumerdès.

### Déclarations contradictoires des experts

Les premiers à être auditionnés par le tribunal : les deux experts requis par la justice ou le ministère de l'Habitat, n'ont pas, de l'avis de tous, éclairé davantage la justice. Les observateurs ont relevé des divergences dans leurs propos par rapport à ce qu'ils ont déclaré durant l'enquête judiciaire ou au cours de l'audience d'hier. Sur insistance du président et du procureur, qui a fait lecture des déclarations du professeur Chelghoum devant le magistrat enquêteur, ce dernier a fini par dire que la secousse (6,8 sur l'échelle de Richter), considérée selon lui de «violente à modérée», n'est par la principale cause des destructions survenues dans le site des 122 logements de Corso.

Selon lui, les études géotechniques du sol n'avaient pas tenu compte des activités sismiques pouvant être violentes. Questionné sur les raisons des dégâts et, éventuellement, des fautes humaines, il donne une réponse évasive, noyée dans des considérations sur les systèmes de

construction et de l'urbanisme en cours dans notre pays.

De son côté, M<sup>me</sup> Azzouz a fait un exposé sur les insuffisances ayant entraîné la destruction de deux bâtiments sur les 18 que compte la cité des 252 logements des Issers. Ces destructions ont, rappelons-le, entraîné un lourd bilan faisant état de 10 personnes décédées. Selon elle, ceci est dû entre autres à la construction sur des poteaux courts et à la mauvaise qualité du béton. «Le centre du Contrôle technique de la construction pouvait arrêter les travaux», précisa-t-elle. Cependant, en sa qualité d'experte du ministère qui a contrôlé sur le CTC, elle ne dit pas si cette institution (le CTC) avait, à l'époque des travaux (1985/1988) de ces bâtiments, le pouvoir de force. Elle a déclaré, par ailleurs, que si les bâtiments avaient été construits selon les exigences du RPA (Règlement parasismique algérien), version 2003, ils n'auraient subi aucun dommage.

Lorsque M<sup>e</sup> Benrabah est intervenu, il n'avait pas hésité à relever une contradiction de l'intervenante. «Elle ne peut pas déterminer avec exactitude les causes des destructions, mais affirme que le béton est de mauvaise qualité», dit-il. Effectivement, à plusieurs reprises, l'experte avait affirmé que le béton utilisé pour le site des Issers était de mauvaise qualité. Ce constat a été fait uniquement de visu par les membres de la commission ministérielle. Aucun prélèvement ni analyse n'ont été réalisés.

### Des accusés non concernés ?

Dans le dossier concernant le site des Issers, il y a plusieurs accusés qui ont été condamnés en première instance à de lourdes peines de prison. Harani Abdelkader, ancien ingénieur du CTC considéré par la justice comme étant en fuite, avait écopé de la peine maximale de 3 ans de prison ferme. Il a fait l'objet d'un mandat d'arrêt international. Sirkisti Rabah, ingénieur du CTC qui est sous la menace d'une condamnation de deux années de prison ferme et d'une amende de 50 000 dinars, s'est représenté hier devant la juge pour clamer son innocence. «J'ai remplacé Harani durant son congé. Mon responsable peut le confirmer», dit-il, avant de préciser qu'il avait, à l'époque de ce remplacement, accompli sa mission.

«J'avais fait quatre visites au bâtiment détruit et j'avais fait des réserves sur la consistance du fer

utilisé : les P-V sont là pour le prouver.»

De son côté, Selkim Mohamed, P-dg du Groupe EPLF de Boumerdès, convoqué en qualité de maître de l'ouvrage des deux sites, fournit des arguments disant qu'il n'est pas concerné par ce dossier. Dans la matinée, il a déclaré, lorsqu'il a été cité à comparaître au sujet des logements des Issers, que, «lors de ma prise de fonction, en 1991, en qualité de premier responsable de l'EPLF, qui était entreprise publique locale sous la tutelle de la wilaya de Boumerdès, les superstructures des logements des Issers étaient finies et réceptionnées». Par la suite, il précisa que le projet avait démarré en 1986. «C'est une commission de la wilaya qui avait choisi le terrain et c'est également la wilaya qui avait choisi l'entrepreneur Chabani (décédé), qui avait à son actif beaucoup de réalisations dans cette région.»

En conclusion, il fait succinctement le bilan de l'entreprise qu'il dirige. «Sur les 17 000 logements réalisés par l'EPLF, seulement 130 ont été détruits ou subi des dommages», a-t-il affirmé. Pour rappel, M. Selkim a été relaxé en juillet 2007.

### Les responsabilités de l'Etat passées sous silence

Souvent la défense ressurgit, après chacune des explications des experts en matière de réglementation parasismique applicable dans notre pays, pour montrer du doigt les institutions de l'Etat et souligner l'indécision qui prévaut dans ce secteur.

Effectivement, le commun des mortels s'y perd dans ce domaine. Il est, en effet, question de plusieurs versions : 1981, 1983,1988, 1999. De plus, plusieurs avocats sont revenus sur le fait que les autorités n'auraient pas pris en considération les recommandations, en 1981, d'un bureau d'études américain qui préconisait la révision du RPA (Règlement parasismique algérien).

En assurant, par ailleurs, devant le tribunal que si les bâtiments des Issers avaient été conçus selon les normes contenues dans le RPA de 2003, ils n'auraient jamais subi de dégâts, M<sup>me</sup> Azzouz avait tendu une perche aux défenseurs leur permettant de lancer des allégations sur les responsabilités de l'Etat dans sa mission de régulateur dans le secteur de la construction.

Abachi L.

## UNE VINGTAINÉ DE TERRORISTES ONT ASSAILLI LE DOUAR BENI DJEMAÂ À EL-AFFROUN

## Un fellah de 66 ans enlevé et décapité

### Suite de la page une

D'après son fils, huit terroristes armés de pistolets mitrailleurs de type kalachnikov ont pénétré dans la maison. «Dès que les terroristes nous ont surpris, ils ont de suite pris mon téléphone portable et m'ont fait savoir qu'ils sont des militaires en patrouille dans la région. Ils ont ramené avec eux deux de mes voisins qu'ils avaient accostés dans la rue et nous ont laissés dans la cuisine sous la surveillance de trois de leurs acolytes, avant d'aller fouiller de fond en comble la maison», nous dira le fils du fellah qui ajoutera : «En réalité, ils étaient à la recherche de la somme de 20 millions de centimes qui ont été remis à mon père dans le cadre de l'aide financière octroyée aux fellahs. Les terroristes ont pris cette somme, des bijoux appartenant à ma mère et à mes sœurs ainsi qu'un fusil de chasse appartenant à mon frère. Ils nous ont sommés de rester à la maison au risque de nous tuer tous.»

Au moment où la horde sauvage allait quitter la demeure, le père, M. A., de retour de la mosquée, tomba nez à nez avec elle. Une dispute s'en est suivie et les terroristes emmenèrent avec eux M. A.

C'est la fille de ce dernier qui est allée alerter les services de sécurité qui trouveront le corps de M. A. décapité, gisant dans une mare de sang à 30 m de la maison. Selon le constat des éléments de la Gendarmerie nationale, la victime a été ligotée et traînée par terre avant d'être égorgée.

Il y a lieu de signaler que le douar de Beni Djemaâ, qui compte 5 000 âmes environ, n'a pas connu d'actes terroristes depuis le début des années 1990. Mais voilà qu'il vient de renouer avec la barbarie et la sauvagerie des intégristes.

H. M.